

Préface

Pierre Pandelé

Ce livre consacré au génocide arménien est celui d'un homme, d'une trajectoire, d'une période...

Éditorialiste et journaliste politique, Hasan Cemal est depuis plusieurs décennies une figure bien connue du paysage médiatique et intellectuel turc, reconnaissable à son éternelle chemise bleue devenue son emblème, à l'instar d'autres personnalités sans doute plus familières au lecteur francophone... Âgé de plus de soixante-dix ans, Hasan Cemal est né à Istanbul mais passe le plus clair de son enfance à Ankara où il poursuit ses études supérieures. Il est le petit-fils de Djemal Pacha (Cemal Paşa dans l'orthographe turque moderne), membre du « terceron » de généraux jeunes-turcs qui s'empare des rênes du pouvoir à la veille de la Première Guerre mondiale. Des années de plomb de la décennie 70 au règne sans partage qu'exerce l'AKP en ce début de XXI^e siècle, Hasan Cemal n'a jamais cessé de prendre la plume et de prendre parti. Adeptes dans sa jeunesse du socialisme révolutionnaire du mouvement Yön, il est devenu près d'un demi-siècle plus tard l'un de ces intellectuels libéraux abhorrés de la vieille garde kémaliste qui l'accuse régulièrement de sacrifier la République sur l'autel de la paix et de la démocratie.

Une trajectoire, donc. Résumée en ces termes par l'un de ses amis proches, Ali Bayramoğlu, journaliste au quotidien *Yeni Şafak* [Nouvelle Aube] : « Dans le monde qui était le sien, les choses ne se sont pas faites en un jour. D'abord quelques pas de côté, puis les premières escarmouches et prises de distance avec son milieu d'origine. Prêter l'oreille aux intellectuels et décider de laisser les principes prendre le dessus. On peut résumer ce parcours en deux mots : curiosité et droiture... D'abord la curiosité. En même temps que ceux de sa génération, Hasan Cemal s'est intéressé aux marges de plus en

plus visibles d'une société turque en pleine mutation, aux non-musulmans, aux femmes, aux enfants, à l'histoire des mouvements sociaux du siècle dernier et compris qu'il n'était pas possible d'être juste et droit sans cela. »

Hasan Cemal a fait ses premières armes au sein de la revue *Devrim* [Révolution], creuset d'une idéologie radicale mêlant tiers-mondisme, socialisme révolutionnaire et nationalisme kémaliste. Un kémalisme de gauche qui fut dans les années 60 et 70 un terreau fertile d'où émergent plusieurs grands noms amenés à occuper le débat public pour les années à venir : İlhan Selçuk, Mümtaz Soysal, Doğan Avcıoğlu, Uğur Mumcu... « Nous étions de grands admirateurs des coups d'État » rapporte prosaïquement Hasan Cemal en référence à cette première période de sa vie qu'il décrit abondamment dans une autobiographie critique parue en 99. Il passe ensuite au vénérable journal *Cumhuriyet* [la République] fondé en 24 et qui a acquis entre-temps le statut de journal de référence de la gauche nationaliste. Après le terrible coup d'État de 80, la gauche turque restée imprégnée par un fort étatisme se trouve progressivement prise entre le feu islamiste et la montée en puissance du mouvement politique kurde. H.C., passé directeur de publication du quotidien fait partie de la jeune garde qui tente d'impulser une ligne éditoriale plus libérale et plus démocrate, plus opportuniste diront ses détracteurs. « Je m'efforce ici de retracer mon propre itinéraire politique en toute honnêteté, avec ses plus et ses moins » écrira-t-il plus tard pour rendre compte de son inflexion progressive et de ses nombreuses passes d'armes avec İlhan Selçuk ou Uğur Mumcu. La guerre larvée durera près de dix ans et se conclue par une victoire de la ligne orthodoxe représentée par İlhan Selçuk. Hasan Cemal est prié de prendre la porte en 92 et ira travailler pour le quotidien *Sabah* [Matin] puis *Milliyet* [Nationalité], de tendance plus libérale. Il devient un des piliers du journal *Milliyet* dont il a claqué la porte en 2013 pour protester contre les ingérences du pouvoir après avoir été nommément mis en cause par le Premier ministre Erdoğan,

et rejoint le site indépendant T24, où il couvre le retrait des combattants du PKK en Irak du Nord et rencontre plusieurs hauts responsables de l'organisation dans leur QG à Qandil.

Il faut reconnaître à H.C. ce mérite d'être constamment resté en dialogue critique avec son époque et avec soi-même. La quinzaine de livres dont il est l'auteur à ce jour atteste de sa volonté de « prendre au sérieux le rôle de journaliste », qu'il s'agisse de témoigner du coup d'État de 80, de la trajectoire de Turgut Özal, figure dominante de la scène politique turque de 83 jusqu'à son décès en 93, des tenants et aboutissants du conflit kurde qui ravage « le Sud-Est » (la métonymie désigne les zones à majorité kurde de Turquie) ou encore, comme c'est ici le cas, de la mémoire ô combien problématique de la déportation et du massacre des Arméniens durant la Grande Guerre.

Une période enfin. Car ce livre aurait tout à fait pu être intitulé, à front renversé : la Turquie vue du génocide arménien. Au travers des débats sur 1915 se trouve ici retracées les années 2000, période-charnière de mutations accélérées dont nous n'avons pas encore terminé, et pour cause, de dresser le bilan. Tout commence avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, Parti de la Justice et du Développement, fils rebelle du Parti de la prospérité islamiste chassé *manu militari* du pouvoir cinq ans plus tôt. À peine remis d'une des plus graves crises bancaires de son histoire, le pays s'engage sous la houlette de l'AKP et de son leader charismatique dans une marche forcée vers la libéralisation politique et économique. En ligne de mire : l'adhésion européenne. Pour certains, il s'agit là d'un phare à même de guider le pays vers la ferme de la démocratie, pour d'autres, d'un faux signal brandi par des naufrageurs décidés à mener la Turquie à sa perte. Aux premiers rangs des contempteurs de la politique de l'AKP, on trouve le Parti d'Action Nationaliste, d'extrême droite, troisième force politique du pays mais aussi et surtout le Parti Républicain du Peuple (CHP), principal parti d'opposition qui n'a jamais pu, su ou voulu se transformer en parti social-démocrate et reste dominé par son aile nationaliste. L'AKP est

accusé de vouloir vendre le pays à l'Occident, aux Kurdes, aux islamistes... Cette fièvre obsidionale qui tient parfois de l'épidémie se conjugue à des préoccupations autrement plus crédibles sur le sort de la laïcité et de la démocratie que menacerait le fameux « agenda caché » de l'AKP, objet de toutes les spéculations. En arrière-plan : la fragilisation de la vieille bourgeoisie d'État kémaliste au profit d'une nouvelle élite islamique venue d'Anatolie adossée à un réseau extrêmement dynamique de moyens entrepreneurs profitant à plein de la mondialisation et du développement économique du pays.

Au-delà des nuances et différences de point de vue, de nombreuses plumes comme celles de Hasan Cemal, Cengiz Çendar, Oral Çalışlar, Ahmet Insel, Cengiz Aktar, Ruşen Çakır, Nilüfer Göle ont fait le pari de l'AKP. Ce dernier était alors perçu comme le meilleur espoir de mener la Turquie vers des lendemains meilleurs, sinon des horizons radieux. Jeu dangereux, mariage de la carpe et du lapin, idiots utiles de l'islamisme, pari risqué... Tous ces épithètes ont été employés et le sont d'autant plus facilement aujourd'hui que le « moment démocratique » de l'AKP semble bel et bien révolu¹. Mais il s'agissait surtout pour une intelligentsia libérale mal représentée politiquement de tenter de dégager des espaces en refusant aussi bien le « putsch » que la « charia ».

Ce dilemme est également celui des démocrates des pays arabes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient : d'un côté un régime autoritaire, laïc, moderniste, fermement tenu en main par les militaires, de l'autre des forces venues de l'islam politique qui se réclament de la démocratie (*a fortiori* lorsqu'elles sont en position de faiblesse) et se perçoivent comme victimes de l'oppression d'État. Jusqu'à ce que la vague des Printemps arabes ne redistribue drastiquement les cartes...

En Turquie, la perspective de l'adhésion européenne a exercé une puissante attraction sur les esprits et permis une véritable évolution des mentalités. L'espoir de voir se résoudre un conflit kurde condamné à l'impasse par le nationalisme intransigeant dominant

l'appareil d'État a également largement motivé le soutien apporté à l'AKP par cette intelligentsia libérale. Ce n'est pas un hasard si Hasan Cemal ou Cengiz Çandar furent des admirateurs (et conseiller personnel, pour le second) de la figure de Turgut Özal, l'un des seuls responsables politiques des années 90 qui ait été tenté de parier sur une issue pacifique et négociée et qui le paya probablement de sa vie. Dans le sillage de Mehmet Ali Birand, ils furent également parmi les premiers journalistes à braver les foudres nationalistes pour aller à la rencontre des combattants du PKK et tenter de démêler les données du problème. Le dernier ouvrage de Hasan Cemal (2014) dresse d'ailleurs le portrait d'une jeune maquisarde du PKK, en écho à l'initiative de l'écrivain kurde alévie Bejan Matur qui a rapporté plusieurs témoignages de combattants kurdes dans un ouvrage qui fit sensation et polémique à sa sortie en 2011.

En l'espace de quelques années, la Turquie a ainsi « redécouvert » de larges pans de son passé et connu de féroces passes d'armes sur la place des Alévis, des Kurdes, de l'islam, de la laïcité dans la vie publique et la mémoire collective. La question du génocide arménien constituait peut-être la dernière étape, le « tabou ultime » dans ce pays qui, parmi tant d'autres, avait fait profession de réviser l'histoire pour les besoins de la cohésion nationale. Ce livre nous offre un témoignage de la quête personnelle et collective de ce terrible « secret de famille ».

La République de Turquie, apparue près d'une décennie après 1915 a fait table rase de l'histoire tragique d'un Empire qui a fini par sombrer corps et biens. Le massacre et la déportation en masse des Arméniens d'Anatolie fut ainsi rapidement passée sous silence ou réduite à quelques formules lapidaires qu'il n'est sans doute pas besoin d'explicitier : « mensonge arménien », « soi-disant génocide », « calomnies ».

Toutes les nations qui ont émergé des décombres de l'Empire ottoman sont persuadées, à divers titres, d'avoir été des victimes de

l'Histoire. La Turquie ne fait pas exception à la règle : un profond sentiment de défaite et d'humiliation y est l'une des choses les mieux partagées du monde, qu'on soit humble ou puissant, laïc ou islamiste, Turc ou Kurde, Sunnite ou Alévi. Or reconnaître la réalité du génocide, en plus de l'opprobre moral auquel on s'expose, revient également à accepter de se percevoir et d'être perçu comme un « bourreau », c'est à dire comme un puissant. D'où le caractère insupportable de l'accusation et le consensus quasi général qui régnait jusqu'à peu pour dénier toute crédibilité à cette accusation. « Oui mais les Turcs aussi ont subi des tragédies » tempère ainsi cent fois Hasan Cemal, soucieux de convaincre un lectorat qu'il sait particulièrement indigné par le double poids, deux mesures dont il estime être l'objet de la part d'un Occident généralement promoteur de la « thèse » du génocide.

Autant dire que la parution d'un ouvrage portant le titre de *1915, le génocide arménien* a fait grand bruit en Turquie. Mais au-delà de la question sémantique et morale, ce livre est avant tout un plaidoyer pour la liberté d'expression et la nécessité du débat public. À ce titre, il n'est pas sans faire réminiscence à certains débats qui font rage en France au gré des lois mémorielles et de la pénalisation progressive de la parole publique, que la tuerie de Charlie-Hebdo a tragiquement réactivés sous des atours parfois surprenants. Dans un style qui n'appartient qu'à lui et mêle considérations personnelles, références récurrentes à l'actualité et défense vigoureuse de la paix et de la démocratie, parfois jusqu'à l'antienne, Hasan Cemal nous dit quelque chose de l'importance d'être un homme de dialogue, d'empathie et de vérité en Turquie.

Quant à sa dette morale, il l'exprime à maintes reprises, avec la franchise et l'émotion qui le caractérisent.

Son nom est connu de tous.

Hrant Dink, journaliste turc d'origine arménienne, assassiné en 2007.

PRÉFACE

*« Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées,
Ce citoyen arménien n'a jamais pardonné
le massacre de son père dans les montagnes kurdes
Mais toi, il t'aime
Car toi non plus tu n'as pas pardonné
à ceux qui ont sali l'honneur du peuple turc »*

Nâzum Hikmet, Promenade du soir

Notes

1. En 2013, Hasan Cemal dénonçait les tentatives d'Erdoğan de passer « une camisole de force » au pays, en 2014, Cengiz Çandar parlait quant à lui de « fuite en avant vers la dictature » en référence au dernier coup de filet contre le rédacteur en chef du journal *Zaman*. Dès 2008, Cengiz Aktar dressait le constat de l'étatisation irrémédiable de l'AKP et de son absence de vision, Ahmet Insel rappelait quant à lui que la Turquie n'en avait pas terminé avec l'autoritarisme. La répression des manifestations de Gezi et l'impitoyable lutte fratricide qui a opposé l'AKP à la confrérie de Fethullah Gülen en 2013 sur fond de scandale de corruption ont probablement signé le glas de la dynamique de démocratisation à l'œuvre en Turquie. La plupart des contre-pouvoirs institutionnels et politiques ont été balayés et l'aile libérale de l'AKP a été évincée ou réduite au silence.